

UFROS ACTU

RETRAITÉS NOS RAISONS D'ÊTRE EN NOMBRE DANS LA RUE LE 5 DÉCEMBRE. AGIR POUR NE PAS SUBIR

Le 17 Novembre 2020, nous retraités, dans l'unité, nous nous sommes retrouvés pour faire entendre notre colère, pour montrer que même masqués, nous ne nous laissons pas bâillonner.
Heureux de nous retrouver, heureux de lutter.

Alors que le gouvernement avait la possibilité depuis des mois d'investir dans les capacités hospitalières, les tests pour la population et la politique préventive, de réorganiser et mettre des moyens dans l'Éducation Nationale pour limiter la contagion et éviter d'en arriver à la situation que nous connaissons, il a sciemment fait d'autres choix.

Pour protéger les profits d'une minorité, le gouvernement permet à tout le secteur productif de continuer à produire comme avant, dans des conditions sanitaires lamentables.

Dans le pays, ce sont plus d'1 million de licenciements qui sont annoncés alors que les grandes entreprises continuent à verser des millions d'€ de dividendes aux actionnaires. Ce n'est pas aux salariés de payer les conséquences de leurs politiques.



Peut-on parler de crise économique, alors que des milliards d'argent public ruissellent sur les plus riches ?

En s'appuyant sur la crise sanitaire, le gouvernement remet en cause les libertés individuelles et collectives, casse nos services publics et notre sécurité sociale pour poursuivre et accélérer le démantèlement de notre modèle social.

En ce 75^{ème} anniversaire de la création de notre sécurité sociale, dont le projet initial, pensé par le Conseil National de la Résistance et mis en place par Ambroise Croizat, ministre du travail et de la sécurité sociale, devait inclure l'assurance chômage, nous retraités, ne pouvons laisser encore exclure des milliers de salariés privés d'emploi du droit commun, les faisant basculer dans les aides d'état, ce qui de fait exonère le patronat de ses responsabilités dans la casse de l'emploi.

Denis GIORDANO

**Avec les privés d'emploi et les précaires, avec les salariés en activité,
Il est urgent de se mobiliser, pour faire vivre haut et fort toutes nos exigences**

- Pour que l'activité humaine permette le progrès social pour toutes et tous,
- Pour que la retraite soit reconnue pour ce qu'elle est : le juste salaire socialisé qui nous est dû a minima au niveau du SMIC, pas une allocation...
- Pour empêcher les capitalistes de nous voler toujours plus
- Pour éradiquer le chômage et la précarité
- Pour le retrait intégral de la loi dite « de sécurité globale »

**Les retraités contre la précarité !
En lutte et en manifestation le 5 Décembre**



Union Fédérale des Retraités des Organismes Sociaux CGT
263, rue de Paris - Case 536 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 55 82 87 11
ufros@orgasociaux.cgt.fr - www.orgasociaux.cgt.fr



UFROS CGT



MARCHE DES LIBERTÉS : UNE MOBILISATION SPECTACULAIRE

Les « marches des libertés » ont rassemblé 500 000 personnes à travers la France à l'appel de la coordination « Stop loi sécurité globale » qui réunit plus de 70 syndicats (dont le SNJ-CGT) et collectifs. Samedi 28 novembre, les manifestants ont marché contre la dérive autoritaire du gouvernement.

Forte contestation contre l'article 24 de la loi « sécurité globale »

L'évacuation violente des migrants installés place de la République à Paris lundi 23 novembre et le passage à tabac de Michel Zecler, un producteur noir de musique, par trois policiers jeudi 26 novembre a renforcé la contestation contre l'article 24 de la loi « sécurité globale », qui **pénalise la diffusion de l'image de policiers.**

Les images ont été cruciales pour invalider la version des policiers

Or, dans l'affaire des violences policières commises contre Michel Zecler, les images ont été cruciales pour invalider la version des policiers, qui accusaient leur victime d'avoir tenté de « saisir leur arme ».

« Les violences policières ont eu un impact sur l'ampleur de la mobilisation. Les revendications, qui au départ se concentraient sur le retrait de l'article 24 de la loi "sécurité globale", se sont élargies aux violences policières et aux attaques contre les droits fondamentaux (liberté de manifester, état d'urgence, etc.) », analyse Céline Verzeletti, secrétaire confédérale.

Aujourd'hui, la crise sanitaire est devenue une crise sociale et démocratique

Samedi 28 novembre, 500 000 personnes ont marché dans toute la France où plus de 100 mobilisations ont été dénombrées. À Paris, 200 000 personnes ont défilé. La manifestation comptait de nombreux jeunes, mais aussi des journalistes, syndicalistes, « gilets jaunes », étudiants et lycéens, le Comité Adama, des collectifs mobilisés contre les violences policières... une diversité témoignant d'une mobilisation spectaculaire et de la gravité de la situation.

**LE 5 DÉCEMBRE ; MANIFESTONS POUR LE DROIT AU TRAVAIL,
À LA PROTECTION, CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ.
DES ACTIONS AURONT LIEU DANS TOUS LES DÉPARTEMENTS.**

SOYONS NOMBREUX À BATTRE LE PAVÉ !

**RÉSIGNATION, NON,
ACTION, OUI**



Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT du 26 novembre 2020

FACE A L'ATTAQUE GLOBALE DE MACRON CONTRE LES TRAVAILLEURS RÉPONDONS PAR LA MOBILISATION GENERALE !

Macron et son gouvernement veulent sortir de ce deuxième confinement en perpétuant leur stratégie de la carotte et du bâton.

En effet, nous pourrions passer sagement Noël en famille et fêter la nouvelle année sans faire la moindre vague et en consommant au maximum dans les commerces ouverts dès ce samedi.

En revanche, il nous est interdit de contester sa politique ultra-libérale qui nous a mené droit dans le mur ou de réclamer une autre répartition des richesses...Sinon gare aux coups de bâton !

L'État d'urgence sanitaire quasi-permanent restreint nos libertés fondamentales déjà depuis mars et voilà que le gouvernement profite de la situation pour chasser sur les terres de l'extrême-droite avec son projet de Loi Sécurité Globale. Cette dernière s'attaque à la liberté de la presse d'abord mais plus largement à notre liberté de contester, de revendiquer, de nous rassembler et de manifester en sécurité. Cette loi donne les coudées franches aux forces de l'ordre pour intervenir en toute impunité sans risque d'être filmées. Les exactions commises par certains de leurs membres comme nous l'avons vu récemment à Paris avec des migrants pourchassés place de la République, des avocats nassés et des élus retenus...illustrent d'ores et déjà le recul de l'État de droit.

Il est donc primordial de continuer de manifester contre cette loi le samedi 28 novembre lors des Marches des Libertés prévues à Paris et dans de nombreuses villes.

Même s'il est compliqué de mobiliser entre confinement et isolement lié au télétravail massif, pour autant, nous n'avons pas le choix. Gouvernement, MEDEF et maintenant le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) montent au créneau pour nous présenter la facture de la fameuse « dette-Covid ». Au nom de quoi la population devrait payer la note pour les milliards magiques donnés à des entreprises qui licencient à tour de bras pour préserver les dividendes de leurs actionnaires ?

Nous devrions travailler jusqu'à 64 ans alors que le chômage explose chez les jeunes et qu'ils représentent déjà 50% des inscrits aux Restos du cœur cet hiver. Notre proposition d'indemniser tous les primos-demandeurs d'emploi est plus que jamais d'actualité pour lutter contre cette précarité affolante qui amène à avoir 10 millions de pauvres en France.

Les mesures de saupoudrage du gouvernement au plus fort de la crise n'étaient qu'un pansement sur une jambe de bois comme lors du Ségur de la santé. Si certains syndicats complices y ont trouvé satisfaction, la CGT, elle, continue de se battre pour obtenir plus de moyens pour notre système de santé et faire en sorte que personne ne soit exclu des mesures de revalorisation salariale.

C'est pourquoi nous appelons nos syndicats à rejoindre la mobilisation du 3 décembre à l'appel de la Fédération Santé Action sociale autour des métiers du médico-social notamment dans les établissements des UGECAM, du travail social en général mais également des métiers de l'Aide et du soin à domicile qui ont été de nouveau mis au rebus par le gouvernement. En effet, employeurs et syndicats de la branche ont trouvé un accord de revalorisation de ces métiers si mal payés d'après Macron lui-même. Mais le gouvernement vient de refuser d'agréer cet accord car il refuse de financer ce secteur dont dépendent pourtant plusieurs centaines de milliers de personnes chaque jour.

Quand on voit ce que l'État fait du dialogue social, comment s'étonner que certains employeurs, y compris dans le secteur mutualiste, transforment les négociations en « à prendre ou à laisser » ?

Nous n'obtiendrons donc que ce que nous irons chercher !

Salaires, classifications, emplois, conditions de travail : les raisons de se mobiliser dans chaque secteur sont nombreuses !

Avec la CGT, entrons dans l'action dès le 28 novembre, les 3 et 5 décembre pour exiger autre partage des richesses et gagner :

- le droit au travail : toute personne a droit à un emploi de son choix ;
- des embauches immédiates dans le privé et le public pour répondre aux besoins ;
- des aides conditionnées à l'arrêt des licenciements, aux embauches, et au développement du droit à la formation ;
- une réduction du temps de travail à 32 heures pour travailler toutes et tous ;
- l'annulation définitive de la réforme assurance chômage ;
- l'ouverture de droits à toutes et tous, en commençant par une prolongation de tous les droits en cours et la suppression des seuils d'accès à la protection sociale.
- L'abandon définitif de la réforme des retraites
- Une augmentation de nos salaires pour notre pouvoir d'achat et financer notre protection sociale

Avec toutes les précautions sanitaires, manifestons dans toutes les régions pour vivre et travailler dignement !

Ces journées de mobilisation doivent être massives pour engager du mieux possible ce processus de lutte qui doit s'inscrire dans la durée avec notamment le développement de bureaux d'embauche CGT et des perspectives fortes pour le mois de janvier.

Plus que jamais s'engager avec la CGT c'est lutter pour imposer un autre projet de société !

Aux stigmatisations, aux inégalités nous répondrons vivre ensemble et solidarité !

Moins de sécurité globale, pour plus de Sécurité sociale ! Notre choix est fait !

